

# VOICE

Le journal de la SPM | juin 2022 | numéro 2



Extraction d'or en Amazonie brésilienne

## Le marché aurifère suisse n'est toujours pas propre

**L'Amazonie brésilienne connaît un boom de l'or : son prix à la hausse, entre autres dû à la pandémie de coronavirus attire d'innombrables orpailleurs·euses, entraînant de véritables désastres pour les êtres humains et la nature. Le rôle de la Suisse en lien avec l'extraction d'or au Brésil montre que le marché aurifère suisse n'est toujours pas propre.**

« Sans rivière et sans forêt, nous vivons dans la misère ; tout est détruit. Nos enfants sont malades, nos aîné·e·s meurent car les orpailleurs amènent avec eux le coronavirus », rapporte Maria Leusa Mundurukú. La militante autochtone de 34 ans vient de la région d'Amazonie du Tapajós (Etat du Mato Grosso) et a dû fuir de son village attaqué par des orpailleurs·euses

illégaux·ales il y a un an de cela. En réaction à une intervention policière contre l'extraction minière illégale, les orpailleurs·euses ont incendié les maisons de la communauté des Mundurukú, dont celle de Maria Leusa Mundurukú. Mais la militante ne baisse pas les bras : « Je veux protéger notre territoire contre les intrus tels que les mineurs et les bûcherons ».

Depuis des années, les communautés autochtones de l'Amazonie brésilienne se battent contre les orpailleurs·euses illégaux·ales souvent lourdement armé·e·s. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du président Jair Bolsonaro qui entend exploiter l'Amazonie sans aucune considération pour les êtres humains ou la nature, et en raison de la hausse du prix du précieux métal, la région fait face à une véritable ruée vers l'or



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**





PHOTOMONTAGE : SPM - PHOTO DE DROITE : GREENPEACE / PHOTO DE GAUCHE : THOMAZ PEDRO  
L'extraction de l'or dans des habitats protégés et sensibles : une traînée de désolation traverse le territoire autochtone des Mundurukú. Les conséquences de la ruée vers l'or sont une menace existentielle pour les gens et leur mode de vie.

qui entraîne des conséquences désastreuses. Les orpailleurs·euses défrichent la forêt, empoisonnent au mercure les rivières et les poissons, et apportent maladies et criminalité. Le village natal de Maria Leusa Mundurukú est situé dans la région la plus gravement touchée. Les règles déjà peu contraignantes concernant l'extraction minière par les petites exploitations pourraient bien totalement disparaître à l'avenir : avec son projet de loi « Projeto de lei 191 », le président Bolsonaro entend légaliser l'exploitation minière des terres autochtones par les petites exploitations et à l'échelle industrielle. Il deviendrait alors quasiment impossible de mettre les orpailleurs·euses face à leurs responsabilités et la population autochtone ne serait plus en mesure de saisir la justice contre de tels procédés.

#### Des raffineries et des négociants suisses impliqués

Le marché aurifère suisse est également responsable de cette tragédie en Amazonie brésilienne. En effet, près de 70% de l'or mondial est négocié via la Suisse ou y est transformé, et le pays abrite quatre des plus grosses raffineries au monde. Des recherches menées par les journalistes Olivier Christe et Fernanda Wenzel montrent que, l'année passée, 25,4 tonnes d'or d'une valeur de plus de 1,2 milliard de dollars US ont été importées du Brésil en Suisse, faisant de cette dernière la deuxième plus grande importatrice d'or du Brésil, après le Canada. Et cela alors que les expert·e·s estiment que seuls 34 % des exportations d'or brésiliennes sont garanties d'origine légale. En 2020 et 2021, la Suisse était même le plus gros pays importateur de l'or particulièrement à risque d'Amazonie brésilienne : durant ces deux années, près de cinq tonnes d'or en provenance des villes d'Itaituba et de Pedra Branca do Amapari sont arrivées en Suisse où il a été ensuite impossible de les tracer.

« En important cet or, les négociants suisses courent un gros risque de porter une part de responsabilité dans la destruction de l'environnement et les violations des droits humains », explique Julia Büsser, responsable de campagne à la SPM.

« Depuis le début de notre campagne sur l'or en 2012, la Suisse a enchaîné scandale sur scandale en lien avec l'or sale »,

déclare Julia Büsser. Pour changer cela, la SPM estime qu'il faudrait mettre en place des mécanismes de diligence contraignants et instaurer une transparence totale sur l'origine de l'or importé. En 2018, suite à son rapport « La Suisse, plateforme de l'or à risques ? », la SPM avait réussi à obtenir de la part de l'Administration fédérale des douanes l'autorisation de consulter les dossiers sur l'origine des importations d'or. Mais tandis que le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence puis la Direction générale des douanes avaient accepté que la SPM ait accès aux informations souhaitées, une décision du Tribunal administratif fédéral en a stipulé autrement, reconnaissant aux raffineries le droit au secret fiscal. LA SPM va maintenant porter sa requête devant le Tribunal fédéral.

#### Des investisseurs suisses également pointés du doigt

Les raffineries suisses ne sont pas les seules responsables de la tragédie qui se joue en Amazonie. Des investisseurs y participent également. A l'image de la firme Konwave AG, située à Herisau, qui investit dans l'entreprise canadienne Belo Sun Mining, laquelle prévoit de construire, sur les bords du fleuve Xingu (Etat de Pará), la plus grande mine d'or à ciel ouvert jamais exploitée au Brésil, à quelques kilomètres à peine de réserves autochtones. Les communautés, qui sont actuellement déjà touchées par les conséquences du barrage de Belo Monte, craignent de voir les rivières polluées par des métaux lourds et de devoir abandonner la pêche. « Les investisseurs suisses doivent user de leur influence pour que le droit de la population locale au consentement libre, préalable et éclairé soit garanti dans ce type de projets », explique la responsable de campagne Julia Büsser. Une revendication également portée par la militante Maria Leusa Mundurukú : au début du mois de mai, elle s'est rendue en Suisse pour interpeller personnellement les acteurs du marché aurifères suisses (cf. article à droite).

Texte : **Dominique Schärer** responsable communication

## Une délégation s'adresse à la Suisse

Début mai, une délégation d'Amazonie s'est rendue en Suisse afin de tirer la sonnette d'alarme concernant la situation dramatique sur place, espérant pouvoir l'améliorer grâce à un sursaut de la branche de l'or suisse qui assumerait ses responsabilités. Ainsi, la SPM et les visiteurs·euses ont-ils·elles pu attirer l'attention, lors d'une rencontre avec les représentant·e·s des raffineries suisses et l'association de branche, sur les risques engendrés par l'exploitation minière en Amazonie brésilienne. En outre, la SPM a abordé le problème des 5 tonnes d'or disparues. « Malheureusement, nous n'avons pas pu faire de progrès à ce niveau », regrette Julia Büsser, responsable de campagne à la SPM. Mais l'entretien est resté constructif, aussi dans la perspective de futures négociations.

Deux personnes concernées par l'exploitation minière illégale faisaient également partie de la délégation aux côtés de Maria Leusa Mundurukú. Les moyens de subsistance déjà précaires seraient en grand danger si le nouveau projet de mine voyait le jour. Malgré l'urgence du problème, il n'a pas été possible de rencontrer l'entreprise suisse Konwave AG qui investit dans Belo Sun. Konwave ne souhaite pas faire de déclaration publique sur le sujet, a déclaré l'entreprise à l'agence de presse ATS.

Maria Leusa Mundurukú et les autres membres de la délégation ont toutefois pu exprimer à la population leur grand mécontentement sur l'état de la situation dans leurs terres. « Nos corps sont empoisonnés par la pollution de l'exploitation minière en Amazonie », a témoigné Maria Leusa Mundurukú pendant la table ronde de la SPM. Elle a demandé à ce que l'exploitation minière disparaisse entièrement de leur territoire. La population suisse pourrait influencer concrètement le cours des choses en refusant d'acheter les bijoux et en diffusant leurs préoccupations.

L'avocat et représentant de l'association d'autochtones du Brésil APIB, Luiz Eloy Terena, faisait lui aussi partie de la délégation. Et pour ce dernier, pas de doute : « Si le nouveau projet de loi de Bolsonaro autorise l'exploitation minière sur notre territoire, nous courons à la catastrophe et ce sera la guerre chez nous ».

Selon la SPM, des progrès ont été amorcés dans certains domaines grâce à cette visite en Suisse. Les voix autochtones ont eu un bon écho et leurs revendications ont atteint les raffineries suisses. Il a également été possible de planifier les prochaines étapes pour lutter contre l'or illégal en Amazonie. La SPM et la délégation brésilienne s'accordent toutefois pour conclure que le chemin vers une réelle amélioration des conditions de vie sur place sera long.

Texte : **Hannah Göldi** stagiaire campagne SPM



## Editorial

*Villes bombardées, mort, violence, faim et millions de personnes réfugiées : telles sont les conséquences de la guerre menée en violation du droit international par le dirigeant russe Vladimir Poutine contre l'Ukraine. Mais la société russe souffre elle aussi massivement de ce régime autoritaire. Les personnes qui militent pour les droits humains et la paix, notamment, font l'objet d'une répression sans précédent de la part de l'Etat. Il ne leur reste souvent que l'exil pour poursuivre leur engagement. C'est ce qui est arrivé au militant sami Andrei Danilov : depuis des années, il se bat pour défendre les droits de sa communauté, malgré les menaces et la répression. Mais aujourd'hui, la situation est devenue trop dangereuse et Andrei Danilov a dû se réfugier en Norvège. Lisez notre article à la page 6 pour connaître l'évolution de la situation en matière de droits humains, en particulier pour nos partenaires autochtones, et découvrez comment la SPM adapte sa campagne sur l'arctique russe à la situation actuelle.*

*Déforestation, rivières empoisonnées, maladies, violence et misère : voici les effets de la ruée vers l'or en Amazonie brésilienne. La militante autochtone Maria Leusa Mundurukú est bien placée pour le savoir. Depuis des années, elle lutte aux côtés de sa communauté contre les orpailleurs·euses illégaux·ales souvent lourdement armés·es. La Suisse participe également à cette tragédie, car le pays négocie et transfère une grosse partie de l'or mondial. L'année dernière, par exemple, près de cinq tonnes d'or à risques provenant de l'Amazonie brésilienne ont été importées en Suisse. Mais le lien entre la Suisse et le secteur aurifère au Brésil se manifeste également au travers d'investissements : l'entreprise suisse Konwave AG, par l'intermédiaire de la firme canadienne Belo Sun Mining, investit dans une nouvelle mine d'or située à proximité de territoires autochtones. Au début du mois de mai, Maria Leusa Mundurukú s'est rendue en Suisse pour réveiller les consciences des responsables. Lisez son interview à la page 8 et le rapport de synthèse au début de ce numéro.*

*Merci pour votre intérêt et pour votre engagement en faveur des droits humains !*

*J. Büsser*

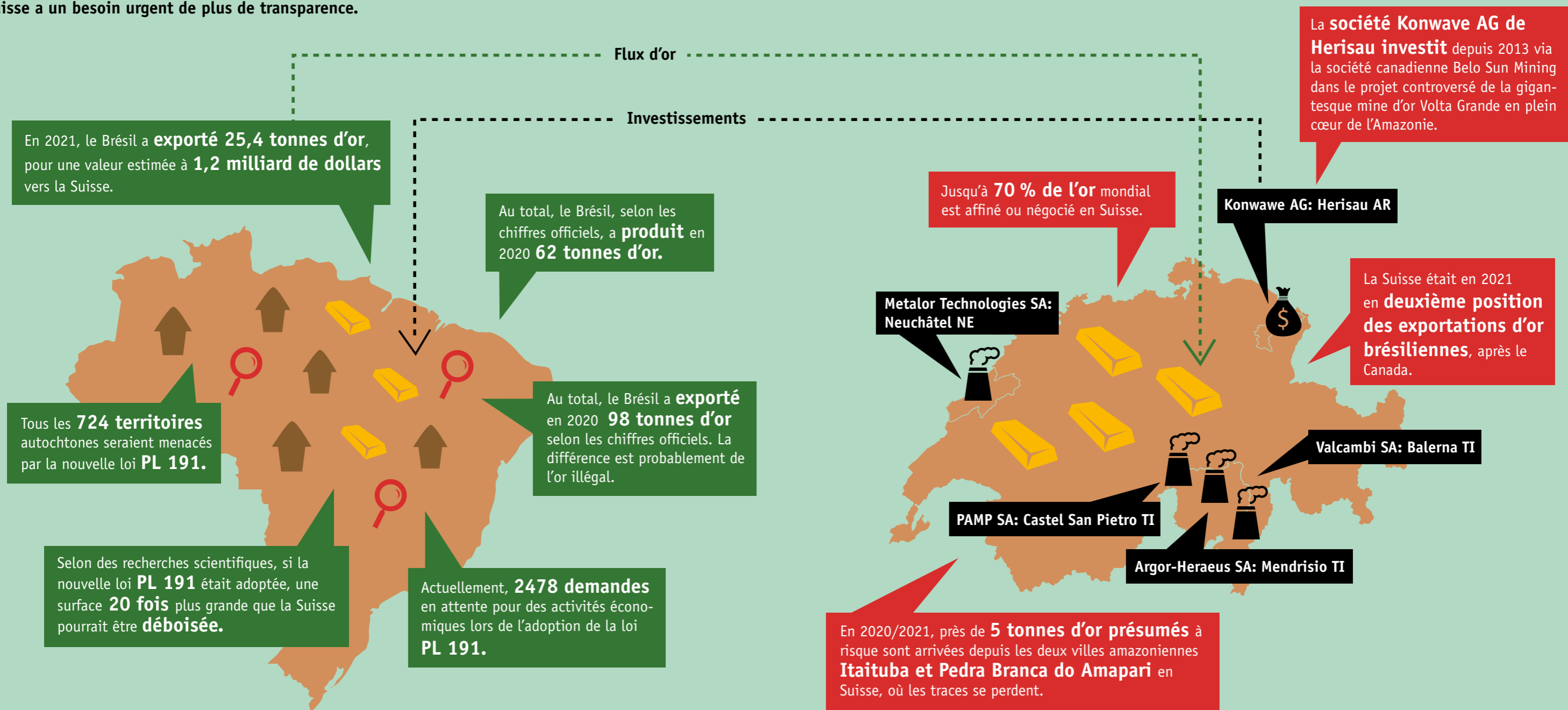
Julia Büsser, responsable de campagne SPM

#### IMPRESSUM

VOICE 2, Juin 2022 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Birkenweg 61, CH-3013 Berne, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch **Rédaction** : Dominique Schärer, Jochen Wolf **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaboratrices pour ce numéro** : Julia Büsser, Tabea Willi, Hannah Göldi **Parution** : semestrielle **Tirage** : 4000 exemplaires **Impression** : Mattenbach AG; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an (sera déduit une fois par an de votre don) **Cotisation** : dès 80 francs par an **Photo de couverture** : Danielle Liniger

# Pas de commerce avec l'or d'Amazonie !

La Suisse est la deuxième plus grande importatrice d'or brésilien. Au cours des deux dernières années, elle a importé environ 5 tonnes d'or amazonien présumés à haut risque. La place aurifère suisse a un besoin urgent de plus de transparence.



-  Territoires autochtones
-  Commerce de l'or
-  Requêtes actives
-  Grandes raffineries en Suisse
-  Investissements

## Revendications adressées aux responsables politiques et au gouvernement suisse, à la branche de l'or et à Konwave AG

- Introduction d'un contrôle du devoir de diligence respectueux de l'environnement et des droits humains, ancré dans la loi et accompagné d'un mécanisme de sanctions
- Création d'une autorité de surveillance et de contrôle des raffineries et des négociants d'or, qui supervise le contrôle du devoir de diligence
- Publication annuelle détaillée du contrôle du devoir de diligence et de l'origine de l'or importé par les négociants et raffineries
- Prise de position publique de Konwave AG concernant le projet Volta Grande de Belo Sun et sa responsabilité
- Recours à l'influence de Konwave AG vis-à-vis de Belo Sun pour garantir le respect du droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE)



## Rester et se taire ou bien lutter en exil



#Pas de guerre, #Paix dans le monde : l'exil forcé a ébranlé le militant sami Andrei Danilov. Mais c'est justement pour cette raison qu'il ne veut pas se taire aujourd'hui, mais dénoncer par tous les moyens la guerre et la répression, comme ici devant l'ambassade russe à Oslo, en Norvège.

Depuis le début de la guerre menée en violation du droit international par le gouvernement russe sur le sol ukrainien, les personnes qui vivent là-bas sont confrontées à la violence, au deuil et à l'exil. Mais la société russe souffre elle aussi massivement du régime autoritaire de Vladimir Poutine. Les personnes qui militent pour les droits humains et la paix, notamment, font l'objet d'une répression sans précédent. Pour poursuivre leur engagement, il ne leur reste souvent que l'exil. Les mesures répressives touchent aussi le travail de la SPM.

Andrei Danilov est l'une des nombreuses voix courageuses de la société civile russe. Depuis des années, le militant sami s'engage pour la participation aux décisions politiques et la reconnaissance du mode de vie de sa minorité en Arctique. Il est originaire d'Olenogorsk, une ville située à l'est de la frontière finno-russe, au cœur du Sápmi, territoire où vivent au moins 80 000 Sami-e-s. Son engagement en faveur du droit à la chasse traditionnelle et contre le non-respect des droits autochtones par les grands groupes d'exploitation de matières premières proches

de l'Etat, tels que Norilsk Nickel, a fait de lui une personnalité publique. En tant que membre du comité de la culture du Sami Council et directeur de la Sami Cultural Heritage and Development Foundation, il est politiquement exposé.

Suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, Andrei Danilov a dû quitter sa maison et se réfugier en Norvège. Dans le climat de peur actuel, sa sécurité n'était plus garantie. Cette crise a également des conséquences pour la SPM : afin de protéger ses partenaires, dont Danilov fait partie, et leurs proches en Russie, elle a décidé, après avoir bien pesé le pour et le contre, de supprimer de ses canaux en ligne tous les contenus sur les autochtones russes, pour le moment. Le risque était devenu trop grand de mettre en danger la vie des militant-e-s en publiant leurs photos et leurs prises de parole.

### Une longue histoire d'oppression

La répression étatique à l'égard de militant-e-s comme Andrei Danilov ne date pas d'hier : depuis des années, ils-elles sont victimes de tracasseries administratives, font l'objet d'arrestations arbitraires et leurs activités et contacts sont surveil-

lés. Mais la manière dont l'Etat russe tente à présent de tuer dans l'œuf toute velléité d'opposition est sans précédent.

Depuis le début de la guerre, la Douma, proche du gouvernement, a adopté plusieurs lois. L'interdiction de parler de guerre rend impossible toute couverture médiatique des faits réels. En outre, depuis début mars, toute personne critiquant les institutions étatiques encourt jusqu'à 15 ans de prison. Depuis, des milliers de manifestant-e-s ont été blessé-e-s ou emprisonné-e-s. Les médias indépendants ont dû cesser leur activité et l'accès aux réseaux sociaux a été bloqué et plusieurs organisations de défense des droits humains ont été interdites. Dans ce silence ordonné par l'Etat, seules n'ont de portée les informations couvrant la propagande mensongère du Kremlin.

Poutine et son cercle dirigeant intensifient une politique d'oppression que l'on a laissé faire ces dernières années : aux campagnes militaires menées depuis 1999 par Poutine, les Etats membres de l'OTAN n'ont réagi que par des sanctions symboliques, continuant toutefois de courtiser le dirigeant russe, considéré comme partenaire. Les espoirs d'une démocratisation de la Russie et de transactions commerciales avec ce pays riche en matières premières étaient trop grands.

### La population civile paie la facture

Face aux exécutions ciblées et aux bombardements de civil-e-s sur le territoire ukrainien, les organes internationaux occidentaux dominés par les Etats-Unis ont aujourd'hui répondu par l'adoption de sanctions sévères. Le fait que Poutine et les entreprises proches de l'Etat ne soient plus encensés est à saluer. Mais les sanctions affectent surtout la population russe. Avec l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe, la population russe se voit privée d'un accès à la Cour européenne des droits humains. Une cour devant laquelle 25 % des plaintes sont déposées par des ressortissant-e-s russes. La suspension du Conseil de l'Arctique pourrait elle aussi être lourde de conséquences : même si cette institution se concentre principalement sur la défense d'intérêts géopolitiques et économiques en lien avec

la fonte des glaces arctiques causée par le réchauffement climatique, avec sa suspension et avec l'expulsion du Conseil des droits humains de l'ONU, d'autres possibilités disparaissent de traduire en justice la Russie pour violations des droits humains.

Pavel Sulyandziga, membre de la communauté des Oudihé-e-s de l'Extrême-Orient russe, s'engage pour défendre les peuples autochtones menacés en Russie, aussi au sein d'organes des Nations-Unies. Dans une interview, il explique et met en garde sur les répercussions du recul de l'économie russe suite aux sanctions, en particulier dans les régions reculées, peuplées de communautés autochtones. Il craint que les revendications de ces dernières, jusqu'à présent déjà honteusement bafouées, ne disparaissent aujourd'hui complètement de l'agenda politique.

### L'exil comme dernier recours

Alors que la Russie est privée de voix au sein d'organes internationaux, le régime se livre à un jeu inquiétant à l'intérieur du pays. C'est ce qu'ont souligné des militant-e-s autochtones en exil, dont font partie Pavel Sulyandziga et Andrei Danilov, dans une déclaration faite à la mi-mars. Ils-elles ont accusé les responsables de l'organisation RAIPON (association russe des peuples autochtones du Nord) de propagande de guerre au service du régime. A l'infiltration de l'organisation par des personnes proches du Kremlin, ils-elles ont répondu par la création d'un comité international des peuples autochtones de Russie (ICIPR) et poursuivent leur travail en exil dans le cadre de ce dernier.

Andrei Danilov, membre du ICIPR, est profondément bouleversé par la destruction en Ukraine et son exil forcé. Et c'est la raison pour laquelle, inlassablement, il rappelle lors de ses nombreuses prises de parole à quel point il est important, plus que jamais, de défendre les droits humains en Russie. Pour cela, il peut compter sur le Parlement sami, la SPM et une prise de conscience de la communauté internationale qui, espérons-le, durera. En effet, même s'il est difficile d'évaluer aujourd'hui les conséquences de la crise et que la situation à l'égard des droits humains en Russie s'assombrit fortement, la conscience nouvellement renforcée de l'opinion publique européenne à l'égard de l'Etat répressif qu'est la Russie et une solidarité sans précédent pourraient ultérieurement faire souffler un vent favorable pour le travail de défense des droits humains en Russie.

Texte : Jochen Wolf stagiaire communication SPM

## Campagne de la SPM sur l'Arctique

Pour la SPM, opportuniste et précipitation ne sont pas de mise. La priorité absolue est la sécurité des militant-e-s russes et leur espoir en une vie libre dans leur pays d'origine. La SPM collaborera étroitement avec les organisations autochtones en exil et les soutiendra dans leur travail de plaidoyer politique et de sensibilisation du grand public. La SPM continuera sa collaboration avec les communautés et les organisations autochtones sur place en Russie aussi longtemps que les conditions de sécurité le permettront.

## Victoire au tribunal – mais les éoliennes tournent toujours

En Norvège, une décision de justice historique reste pour l'instant sans conséquences. Grâce à une victoire historique devant la Cour suprême de Norvège, le 11 octobre 2021 fut un jour de réjouissance pour la communauté norvégienne sami « Åarjel Fovsen Njarke sitje », vivant de l'élevage de rennes. En effet, la Cour avait estimé qu'une partie du gigantesque parc éolien Fosen Vind enfreignait les droits des Sami-e-s. La joie ne fut toutefois que de courte durée, car maintenant c'est un autre processus, long et fastidieux, qui s'annonce. Aujourd'hui, personne ne sait ce qui doit advenir des éoliennes concernées. Fait particulièrement choquant pour les Sami-e-s : malgré une décision de justice hors du commun, les éoliennes continuent de tourner, avec des conséquences désastreuses pour l'élevage de rennes.



Les turbines du parc éolien de Fosen Vind doivent être stoppées jusqu'à ce qu'une solution à l'amiable soit trouvée avec les Sami-e-s concerné-e-s.

Le parc éolien de Storheia, qui fait partie du complexe Fosen Vind, a été érigé sur l'un des plus importants pâturages d'hiver de la communauté des Sami-e-s du Sud, malgré l'opposition de cette dernière. La SPM, qui tient le groupe énergétique bernois BKW pour en partie responsable de la situation, en tant qu'investisseur dans le projet Fosen Vind, avait déposé plainte auprès de l'OCDE. Par la suite, le groupe avait révisé ses directives internes et il a désormais inscrit le droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) dans son code de conduite. La SPM demande à BKW de poursuivre sur cette voie de manière systématique et d'user de son influence, en tant qu'investisseur, sur l'Etat norvégien et les responsables de Fosen Vind : dans un premier temps, les éoliennes devront être mises à l'arrêt, et concernant la partie du parc située sur les territoires autochtones, une solution à l'amiable avec les communautés samies concernées devra être trouvée au plus vite.

Texte : Tabea Willi responsable de campagne à la SPM



## « Pour les orpailleurs, je symbolise la résistance »

**Maria Leusa Mundurukú est présidente de l'association des femmes autochtones de sa communauté et s'engage pour la protection de leurs territoires en Amazonie brésilienne. Début mai, elle s'est rendue en Suisse avec une délégation pour attirer l'attention sur la responsabilité du pays dans l'extraction d'or.**

Interview : Hannah Göldi, stagiaire campagne SPM / Photo : Danielle Liniger

**Maria Leusa, le 6 mai 2021, une attaque a été commise dans votre village natal. Des orpailleurs·euses illégaux·ales ont incendié votre maison et vous avez dû fuir. A quoi ressemble votre vie aujourd'hui ?**

Elle est actuellement très compliquée. Etant publiquement engagée, notamment en tant que présidente de l'association des femmes de la communauté des Mundurukú, je suis un symbole de résistance pour les orpailleurs·euses et nous les dérangeons. Jusqu'à maintenant, ma famille et moi n'avons pas pu retourner dans notre village d'origine. Nous vivons actuellement dans la ville voisine où nous sommes davantage en sécurité. Mais on ne peut s'empêcher d'avoir peur dans la rue.

**Quel est actuellement le défi majeur auquel vous êtes confrontée dans votre quotidien ?**

Il nous faut constamment faire barrage aux entreprises qui veulent utiliser nos terres pour leur propre compte. En tant que communauté, nous devons résister à une forte pression et continuer de nous battre pour notre terre. En outre, on nous sous-estime en permanence, en tant que femmes. Avant, j'étais la seule militante. Aujourd'hui, notre association compte plus de 200 femmes. L'union fait la force et on ne peut plus nous ignorer.

**Pour quoi luttez-vous en tant que militante et comment ?**

Mon action est multiple. Je participe à des rassemblements contre des projets d'infrastructure et je m'occupe de la partie bureaucratique des dépôts de plaintes, p. ex. contre la destruction de l'environnement. Au sein de notre organisation, nous planifions aussi des assemblées dans lesquelles nous discutons des prochaines étapes avec les chef·fe·s de village. Enfin, notre mission est de soutenir nos femmes dans l'agriculture. Nous voulons montrer à notre communauté que nous n'avons pas à justifier le droit à disposer de notre territoire : nous sommes capables de subvenir à nos besoins et n'avons pas besoin de « l'aide » des Blanc·he·s.

**Comment les autorités publiques vous aident-elles ?**

Nous ne recevons aucune aide directe des autorités et n'en voulons pas. Même lorsque nos maisons ont été attaquées, elles nous ont laissé seul·e·s. Nous ne pouvons pas non plus espérer d'aide de la part des politicien·ne·s sur place car elles·ils sou-

tiennent le projet de loi « PL 191 » qui vise à permettre l'exploitation minière des territoires autochtones. Cette loi signerait l'arrêt de mort de notre peuple. Nous ne pouvons compter que sur notre propre mouvement de résistance.

**Début mai, vous vous rendez en Suisse pour faire entendre vos revendications. Pourquoi venir ici et qu'attendez-vous de cette visite ?**

Nous voulons dénoncer ces personnes et ces entreprises qui portent une part de responsabilité dans nos souffrances. L'année dernière, il n'y a eu personne pour porter notre voix à l'extérieur. Ma visite vise à changer cela. Néanmoins, nous ne voulons pas seulement dénoncer mais aussi montrer les réussites sur lesquelles notre communauté autochtone peut s'appuyer. Nous voulons parler pour nous-mêmes.

*L'interview a été réalisée mi-avril par vidéoconférence.*



### Voyage au cœur du marché aurifère suisse

Pour les communautés autochtones de l'Amazonie brésilienne, le boom de l'or actuel se traduit par la destruction de leur espace de vie, l'empoisonnement des rivières, l'apparition de nouvelles maladies et la violence. La Suisse aussi porte une part de responsabilité dans le secteur de l'or car une grande partie de l'or mondial y est négocié et raffiné. Au début du mois de mai, Maria Leusa Mundurukú s'est rendue en Suisse pour sensibiliser le grand public au problème et s'entretenir avec des responsables du secteur aurifère.